



Revue de presse

31 mars 2016

L'incident survenu lors de « la marche improvisée » vers le Mausolée par le sénateur Lylison René de Rolland et ses partisans suscite encore de nombreuses polémiques. En fait, il a fait une intervention sur une chaîne privée pour apporter sa version des faits tout en provoquant en duel le Général Florens Rakotomahanina. Le Préfet de police d'Antananarivo a aussi appelé les journalistes pour donner des explications sur la teneur de l'autorisation obtenue par le sénateur. En outre, un journaliste du quotidien « Ao Raha » passera devant le parquet aujourd'hui suite à un autre incident qui s'est produit sur la RN2.

Processus électoral

PRESIDENTIELLE DE 2018 : LA CANDIDATURE DE RAVALOMANANA EN QUESTION

Interviewé par le journaliste de L'Express de Madagascar, le juriste Ranesa Firiana a partagé son point de vue sur l'éligibilité de Marc Ravalomanana à la prochaine élection présidentielle. Effectivement, il peut se porter candidat mais des paramètres doivent être pris en compte. D'abord, il y a sa condamnation par le pouvoir transitoire. Selon les explications, seules les condamnations définitives peuvent empêcher une candidature. « Il y a aussi une jurisprudence qui pourrait l'aider car le même cas s'est déjà produit lors de la candidature de Pierrot Rajaonarivelo en 2007. » Puis, l'article 45 de la Constitution stipule que le Chef d'Etat est élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois. Mais cela ne le concerne pas car l'article ne s'applique que sur le président en exercice selon l'interviewé. En outre, le projet de loi sur la réconciliation nationale peut aussi avoir des répercussions sur la candidature du fondateur du parti TIM, « Ce projet de loi assure l'exhaustivité des candidatures tant qu'elle apporte l'apaisement. Toute personne remplissant les conditions peut se porter candidat à l'élection présidentielle de 2018. » A l'annonce officielle de sa candidature vendredi dernier, Marc Ravalomanana a laissé entendre que sa porte est ouverte pour une éventuelle alliance TIM-MAPAR pour faire le poids contre le HVM. (L'Express de Madagascar, p.5)

Politique interne

LE COUPLE PRESIDENTIEL A QUITTE LE PAYS DANS LA DISCRETION

Le Chef d'Etat et son épouse ont passé les fêtes pascales dans l'hexagone. D'après les informations, la première Dame est partie quelques jours avant son époux qui n'a quitté la terre malgache que vendredi dernier pour revenir dans le silence total tout seul lundi dernier. « Envie de changer d'air ou désir de fuir le calvaire malagasy ? » se demande La Vérité. La France semble être la destination préférée des époux Rajaonarimampianina. Dernièrement, les médias

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





n'ont cessé de parler des séances de « shopping » de Voahangy Rajaonarimampianina dans la capitale française mais apparemment cela ne la déçante pas du tout. (La Vérité, p.3)

300 EMPLOYES DU SENAT SERONT RENVOYES

Le nombre du personnel de la Chambre haute sera réduit de moitié car il est trop nombreux. Actuellement, l'institution emploie 600 personnes. Des irrégularités y ont été soupçonnées depuis 2015. Le Bianco a déjà suivi l'affaire de près. Parmi ces employés, il y a ceux qui usent des faux diplômes et ceux qui perçoivent régulièrement des salaires sans avoir mis le pied sur le lieu de travail. En outre, une trentaine de personnes seront affectées dans les démembrements du Sénat au niveau des régions. (Tia Tanindrazana, p.2)

ECHAUFFOUREE ENTRE LE MAPAR ET LES FORCES DE L'ORDRE : EXPLICATIONS DU SENATEUR LYLISON ET DU PREFET DE POLICE

L'incident du mardi lors de la commémoration du 29 mars entre le sénateur Lylison René de Rolland et le Général Florens Rakotomahanina donne lieu à de vives polémiques. En effet, le sénateur élu sous la couleur du MAPAR n'a pas l'intention de céder.

- *Le Colonel Lylison déclare la guerre au Général Florens, selon **Midi Madagasikara**. L'ancien directeur de la Force d'Intervention Spéciale (FIS) a multiplié les interventions dans les médias et a invité son frère d'arme pour un « combat » à plusieurs reprises. D'abord, il a réclamé le remplacement du pare-brise de sa voiture cassé par les grenades lacrymogènes, « Sinon, vous allez voir comment va se terminer cette affaire » a-t-il prévenu. Et d'ajouter qu'il n'a pas toléré l'abus de pouvoir exercé par les éléments de l'EMMOREG à l'encontre des partisans du MAPAR. A son avis, le numéro un de l'EMMOREG a commis une infraction lundi dernier car la manifestation a bel et bien eu une autorisation émanant de la préfecture de police. Toutefois, il n'envisage pas de recourir à la justice. (p.11, **L'Observateur** p.3) Quant au Préfet de police d'Antananarivo, il a précisé que l'autorisation obtenue par le sénateur lui a permis de déposer des gerbes de fleurs devant la stèle commémorative du 29 mars sis à Ambohitavo et au Mausolée national d'Andrainarivo. (p.12)*
- *A ce propos, **La Vérité** rapporte un bras de fer entre la Préfecture et la CUA car malgré le fait que la commune a adopté un texte autorisant l'accès à la Place de la Démocratie, la Préfecture campe sur sa décision de fermer le site pour toute manifestation pouvant créer des troubles. « Les manifestations publiques sont toujours interdites à Antananarivo. La CUA accorde l'utilisation de la Place de la Démocratie mais il revient à la Préfecture de Police de délivrer l'autorisation. » a précisé Fidèle Rafidison lors d'un point de presse qu'il a tenu à son bureau à Tsimbazaza. (La Vérité, p.3 ; Les Nouvelles, p.3)*



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- *Pour **Madagascar Matin**, ce qui s'est passé à Ambohitovo prouve que la Préfecture s'oppose à la démocratie. Le journal rappelle le fait que les conseillers municipaux ont décidé à l'unanimité la réouverture de la place de la Démocratie pour exercer la liberté d'expression mais la décision ne s'est pas encore transformée en acte car la Préfecture a toujours refusé les demandes d'autorisations faites par les partis politiques. (p.4)*
- *D'après une source approchée par **L'Express de Madagascar**, le manœuvre du sénateur Lylison vise à obtenir la place du septième vice-président du Sénat, pourtant il est encore difficile pour lui d'accéder à cette place vacante réservée à l'opposition. Bien que le sénateur du MAPAR tiennne un discours d'opposant, son parti ne s'est pas encore officiellement positionné en tant qu'opposant au régime. De plus, la formation politique en elle-même ne peut pas constituer un groupe parlementaire. Toujours selon la source du journal : « Un travail de tractation pour soutenir le sénateur Lylison est en cours en ce moment. Quelques députés du HVM sont déjà prêts à soutenir sa candidature à la vice-présidence du Sénat. » (p.5)*
- *Le parti MAPAR reste aussi silencieux et n'a encore réagi, remarque **Les Nouvelles**. Une réunion a eu lieu entre les membres de la formation mais pour l'instant aucune déclaration n'a été entendue. Un rendez-vous avec la presse a aussi été prévu mais annulé pour une raison inconnue. Joint au téléphone, le rapporteur général du parti, Pierre Houlder, n'a pas caché son indignation : « Depuis quand devait-on obtenir une autorisation de la préfecture pour déposer des gerbes de fleur en mémoire des combattants ? » s'est-il interrogé. (p.2)*
- *Du point de vue de **Madagascar Laza**, le but du sénateur est de rééditer le mouvement du 2009. L'apparition de plusieurs membres de l'opposition depuis quelques temps en serait l'illustration. Le quotidien rapporte qu'une tentative de coup d'Etat a été évitée de justesse mardi dernier. Seul, Andry Rajoelina a été déclaré absent à Ambohitovo le 29 mars dernier car tous les principaux acteurs du mouvement de 2009 étaient déjà sur place, à savoir, Michelle Ratsivalaka, Dolin Rasolosa et Sareraka. « On soupçonne l'ancien Président de la Transition d'être le cerveau des manœuvres de déstabilisation, » selon un proche du régime dont **Madagascar Laza** a tu le nom. (p.3, p.14) Un point de vue partagé par **Tia Tanindrazana**. « L'empreinte d'Andry Rajoelina est très évident » commente le journal. (p.3)*
- *Ce fut dans la Radio Antsiva, rapporte **La Gazette de la Grande Ile**, que le sénateur du MAPAR a précisé que quelqu'un a failli tirer sur lui lors de cette marche. Selon les précisions de l'ancien directeur de la FIS, « Au moment où l'on formait des cordons pour barrer la route aux manifestants, j'ai très bien entendu l'ordre comme quoi les détenteurs de fusil devrait se mettre derrière. » Il y avait eu effectivement des hommes en uniforme munis de fusil d'assaut mais l'on ignore s'ils étaient chargés ou non. **La Gazette de la Grande Ile** d'ajouter dans une autre ligne que le sénateur Lylison a été le seul défenseur*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





de l'honneur des Malgaches et qu'il a bien fait honneur à sa grade de colonel. Il sera le leader de l'opposition, pense le journal (p.3, p.5, p.12)

Economie et société

UN JOURNALISTE MENACE PAR UN HOMME ARME A CARION

Le journaliste Rina Rasoava du quotidien Ao Raha a été victime d'une violence sur la RN2. En effet, un métis chinois proche de la présidence a pointé son revolver sur lui après lui avoir donné un coup de poing. D'après les explications du journaliste, il roulait tranquillement au volant de sa voiture, lorsque surgit une voiture 4x4 à sa gauche, tractant une remorque. Mais un autre poids-lourd qui venait en sens inverse a obligé le conducteur du 4x4 à rentrer dans la file brusquement qu'il a failli heurter la voiture du journaliste. Furieux ce dernier a remis le chauffard à sa place à coup de klaxon et c'est ce qui a déclenché sa furie. Assené de coup de poings, le journaliste a riposté mais son adversaire a saisi un revolver déjà à portée de main dans sa voiture et l'a braqué sur le journaliste. Surpris, celui-ci s'est échappé mais le conducteur du 4x4 l'a pris en chasse. Avant de partir, il a jeté le journaliste sur l'asphalte en proférant des grossièretés. (L'Express de Madagascar, p.3, La Vérité, p.5, Madagascar Matin, p.3, La Gazette de la Grande Ile, p.12, L'Observateur, p.7)

- **Midi Madagasikara** a rapporté que la victime et son agresseur ont tous les deux effectué une déposition auprès de la gendarmerie du poste avancé de Carion. L'affaire sera traduite devant le parquet à Anosy aujourd'hui dans la matinée. De nombreux journalistes seront sur place pour soutenir leur confrère. Ce fut à travers les recoupements que les journalistes ont su que le conducteur du 4x4 n'avait pas d'autorisation de port d'arme avec lui. Ils ont aussi utilisé les réseaux pour identifier le chauffard qui se dit être un proche de la présidence. (p.21)

REDDITION DES DAHALO DANS LA REGION D'ANOSY

La lutte contre l'insécurité dans le Sud se poursuit et porte ses fruits. Pas plus tard que vendredi dernier, une cérémonie a eu lieu à Bekirobo pour célébrer la reddition de 800 dahalo. Ils ont terrorisé la région d'Anosy durant une longue période. « Un véritable coup fumant pour les éléments du groupement de la gendarmerie d'Anosy. Ces « ex-dahalo » sont issus de différents localités, à savoir Bekirobo, Mahilivoro et Nanarena ; ils ont demandé l'intervention de leurs parents pour négocier auprès des autorités locales. Deux autres cérémonies similaires ont été organisées à Andriandampy et Jangany mercredi et jeudi dernier. Les anciens dahalo ont exprimé publiquement leur souhait de revenir sur le droit chemin et ont promis qu'ils vont participer activement à la sécurisation de leurs localités. (Les Nouvelles, p.4)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité

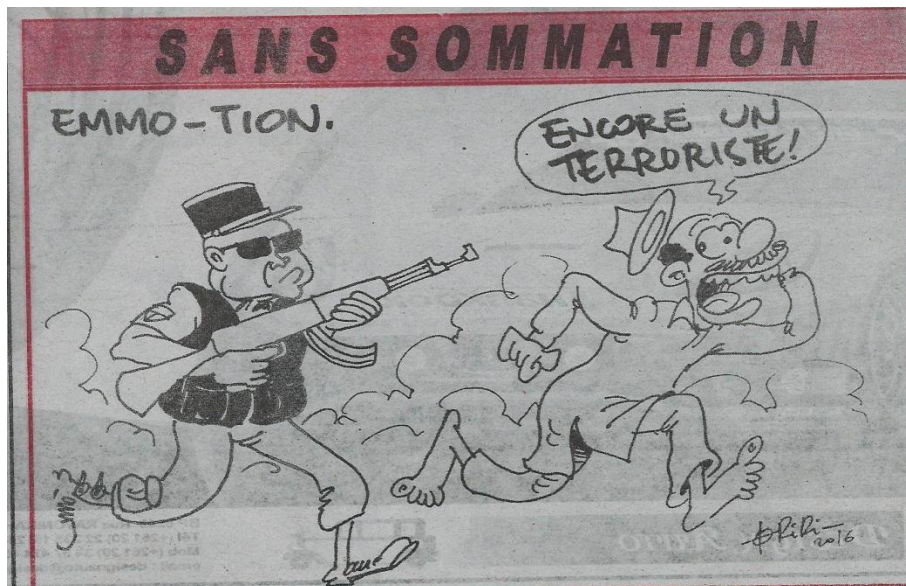


Relations Internationales

LE CONSEILLER DE DROIT DE L'HOMME DU SYSTEME DES NATIONS UNIES CHEZ LE PRESIDENT DU SENAT

Omer Kebiwou Kalameu, conseiller du Droit de l'homme au sein de l'Organisation des Nations Unies a effectué une visite de courtoisie auprès du Président de la Chambre haute, Honoré Rakotomanana. Le premier objectif de cette rencontre est celui de renforcer la collaboration entre les deux structures. D'autant plus que le sénat joue un rôle primordial dans le contrôle du respect des droits humains dont la charte a été ratifiée par la Grande Ile. (L'Observateur, p.2)

Un peu d'humour



La Gazette de la Grande Ile p.4

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaza@eces.eu
Honorine RAMISARIVÉLO : misa.ramisarivelo@eces.eu
Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

